

Le commerce : la clé de l'avenir

Introduction

Le 11 décembre, le gouvernement a déposé à la Chambre des communes l'Accord commercial entre le Canada et les États-Unis. Cet accord, le plus important du genre jamais conclu entre deux pays, porte sur les échanges et les questions connexes, et comprend d'importantes mesures novatrices qui profiteront pendant longtemps aux économies canadienne et américaine.

L'Accord est appelé à servir de modèle aux ententes commerciales conclues sur la base de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (l'Accord général). D'un ensemble disparate d'engagements souscrits dans le cadre de l'Accord général ainsi que d'arrangements bilatéraux ou spéciaux, il fait un traité qui devrait, pour l'avenir prévisible, régir les relations économiques et commerciales entre le Canada et les États-Unis. L'Accord satisfait aux critères d'équité et d'avantage mutuel. Il est le garant d'un accroissement de la prospérité au Canada et aux États-Unis.

L'Accord est un vigoureux manifeste contre le protectionnisme et pour la libéralisation des échanges. Il reflète l'engagement des deux gouvernements envers la libéralisation des échanges à l'échelle mondiale, par l'entremise des négociations commerciales multilatérales qui se déroulent sous l'égide du GATT.

Une fois entré en vigueur, l'Accord imprimera une orientation nouvelle à la plus ample et la plus importante relation commerciale au monde. Les deux pays verront, de ce fait, leurs économies croître et prospérer. L'Accord contribuera sensiblement à la croissance de l'économie, des revenus et de l'emploi au Canada. Nos entreprises deviendront plus compétitives sur le marché intérieur et sur les marchés mondiaux. La force et la confiance en soi du Canada au sein de la communauté commerciale mondiale en seront rehaussées. L'Accord fera du Canada un pays plus riche, ayant les moyens de soutenir ses entreprises culturelles et, ainsi, de préserver et d'améliorer la qualité de vie de ses citoyens. Les gouvernements pourront, par le fait même, continuer de stimuler la croissance économique dans les régions défavorisées du Canada et renforcer les programmes de sécurité sociale au bénéfice de tous les Canadiens.